
« La télé est morte. »

Algues brunes, corrosion, contagion aux Antilles

Florence Ménez

**Édition électronique**URL : <https://journals.openedition.org/tc/12359>

DOI : 10.4000/tc.12359

ISSN : 1952-420X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 25 novembre 2019

Pagination : 184-199

ISBN : 978-2-7132-2787-5

ISSN : 0248-6016

Référence électroniqueFlorence Ménez, « « La télé est morte. » », *Techniques & Culture* [En ligne], 72 | 2019, mis en ligne le 02 janvier 2022, consulté le 29 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/tc/12359> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tc.12359>



« La télé est morte. »

Algues brunes, corrosion, contagion aux Antilles

L'objet technique, signe tangible des aléas

Lors d'une interview télévisée réalisée à son domicile sur la côte atlantique de la Martinique, un retraité, désignant son grand écran désormais remisé dans le carton d'emballage, raconte son histoire : « En voulant regarder la télé, clignotants ! Clignotants ! J'ai cru que c'était la parabole. [...] le technicien est venu et m'a dit : "Écoutez : la télé est morte." ». La voisine l'a appelé, [il lui a dit] de la même façon : « La télé est morte. » Et, à d'autres voisins dans le quartier : « Les télévisions sont mortes. »¹ Les téléviseurs ne sont pas les uniques produits manufacturés à rendre l'âme. Tout l'équipement domestique fabriqué à partir de composants électriques et électroniques, tels que machine à laver, climatiseur et réfrigérateur, se corrode de la même manière, fulgurante et souvent irréversible. La dégradation s'étend également aux autres biens liés à la personne : bijoux, boutons ou fermetures éclair métalliques, statuettes en bronze, dorures, cartes bancaires. Elle atteint aussi le bâti, noircissant carrelages, robinetteries chromées et boiseries. Systématique, insidieuse, invasive, cette corrosion se joue des catégories socio-économiques auxquels appartiennent les propriétaires de ces objets, de leurs origines, des configurations identitaires de la société martiniquaise. La panne est récurrente, égalitaire, démocratique.

Les origines du trouble

Les dysfonctionnements de ces objets que déplorent les riverains sont les symptômes d'un problème écologique et géopolitique. L'origine de la panne est, en effet, bien identifiée (Florenne 2016, Théophile 2019) : les échouages de sargasses. Depuis 2011, ces algues brunes pélagiques

se décomposent sur les littoraux caribéens et ceux du golfe du Mexique provoquant l'émission d'une dizaine de gaz corrosifs, dont l'hydrogène sulfuré (H_2S) – gaz neurotoxique par inhalation, incolore, inflammable, dégageant une odeur d'œuf pourri – et l'ammoniac (NH_3) – gaz incolore et hydrosoluble. Jusqu'à cette date, ces algues proliféraient dans la mer des Sargasses, seule mer sans rivage décrite par les navigateurs depuis Christophe Colomb fascinés par la quasi-immobilité due aussi à l'accumulation des sargasses. De cette vaste zone, située au nord-est de la Floride et empiétant sur le célèbre triangle des Bermudes, se détachaient périodiquement des radeaux de sargasses. Avant de s'échouer sur les rivages du bassin caribéen et du golfe du Mexique, où elles constituaient un fongicide occasionnel pour le maraîchage, elles servaient d'auxiliaires de pêche aux marins-pêcheurs qui les amarraient à leurs bateaux. *Sargassum natans* et *Sargassum fluitans*, les deux espèces les plus couramment recensées, sont en effet des biotopes riches et pouvant parfois servir de « dispositifs de concentration de poissons » (DCP) naturels. À partir des années 2010, un changement radical se produit en ce qui concerne l'origine, l'abondance et la circulation de ces foyers de sargasses. La plupart des hypothèses s'accordent pour dire qu'à la suite, entre autres, de modifications de courants marins profonds et d'activités anthropiques produisant un flux de nutriments vers la mer et provoquant des efflorescences d'algues (les *blooms*), les radeaux se forment désormais entre les côtes de l'Afrique de l'Ouest et du nord du Brésil. Ces nouvelles masses de sargasses dérivent par la région de recirculation nord équatoriale (Ghadiryfar 2016, Putman 2018, Wang 2019).

Comme sur d'autres littoraux, ces sargasses s'échouent périodiquement et de manière abondante en Martinique, île volcanique bordée par la mer des Caraïbes et l'océan Atlantique, disposant de 293 kilomètres de trait de côte, où habitent 390 000 personnes. Elles n'y font pas l'objet d'un ramassage régulier et/ou adéquat dans les 48 heures², pour des raisons organisationnelles, financières, politiques et écosystémiques – reliefs accidentés et mangroves –, malgré le suivi d'une multitude d'acteurs étatiques (préfecture, collectivité territoriale de la Martinique³, Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Martinique (DEAL), mairies, etc.). Après ce délai, la décomposition des sargasses constitue un danger potentiel pour la santé (Resiere 2018, HCSP 2018) et dégrade les biens matériels – y compris le matériel de ramassage. En outre les épaisseurs de sargasses sont une nuisance pour l'écosystème (elles envahissent les lieux de ponte des tortues et les mangroves, et privent en oxygène le milieu), pour la pêche et le tourisme.

En Martinique, les sargasses n'agissent pas seulement comme des perturbateurs écologiques, mais comme des objets aux capacités agentives inattendues générant des interrogations, des réorganisations et des adaptations (Latour 1991). En mai 2018, après l'activation du Plan d'urgence local sargasses (Pulsar), le premier plan de lutte contre ces algues brunes, la députée de la Martinique, M^{me} Kéclard-Mondésir, s'adressant au gouvernement à l'Assemblée nationale, qualifia ainsi la crise de « phénomène social total », faisant référence au « fait social total » de Marcel Mauss, comme outil de compréhension du système de relations mis en jeu autour de cette problématique.

Ces proliférations algales touchent les populations côtières entremêlant des problématiques dans les domaines biologique, écologique, médical, social, économique et politique, à différentes échelles depuis le Nord adriatique en Italie jusqu'à la province du Shandong en Chine en passant

par la Bretagne. Ces envahissements de la « nature » sont au cœur de recherches en anthropologie parce qu'ils bousculent les communautés, leurs stratégies d'adaptations et leurs systèmes interprétatifs (Dalla Bernardina 2000, Ménez 2000, Claeys 2010, Houdart 2011, Le Chêne 2012, Brun 2016, Levain 2017). Ils engagent des questions de responsabilité des politiques publiques, de dissémination de l'information, et d'articulation du local au global, du micro-monde au macro-monde. Les risques sanitaires qui leur sont associés amplifient ces bouleversements du fait de leur imprévisibilité et de l'incertitude de leur gestion.

Cet article se cristallise sur une des conséquences du phénomène : la panne des objets techniques. Une enquête menée sur le terrain martiniquais depuis 2018⁴, par le biais d'entretiens, de conversations informelles et du dépouillement systématique de la presse régionale, met en évidence l'omniprésence de cette panne. De quoi ce dysfonctionnement matériel est-il le nom ? La panne des objets peut-elle donner la mesure du symptôme et de la gravité des risques potentiels pour l'environnement et la santé ? À travers la description systématique et la documentation photographique des pannes matérielles, l'objet « mort », dégradé, peut-il devenir médiateur et instrument métrologique pour participer de l'établissement d'une preuve ? En quoi la panne de la télévision est-elle le symptôme d'une panne plus générale ? Comment la panne est-elle ici définie ? Dans le récit de la panne et des moyens de protection des objets et du corps contre les émanations de gaz – composés organiques volatils –, l'olfaction, l'appropriation d'un savoir sur les mesures de pollution et le bricolage de pratiques préventives permettent-ils de préciser les contours du symptôme ?

Un paradis au goût d'aléas

Le problème des sargasses est enchâssé dans un continuum d'autres problèmes récents d'origines anthropiques et/ou naturelles qui s'ajoutent à un contexte permanent de vulnérabilité. Citons, pêle-mêle, le chlordécone et les lahars⁵, les cyclones, les maladies véhiculées par les piqûres de moustiques (dengue, chikungunya, zika), la prolifération de poissons-lions et la pollution atmosphérique due à la « brume de sable », nuée de particules fines remontant du Sahara par les alizés. Ces effets cumulatifs déterminent pour partie les modes relationnels à l'environnement au sein de la société créole. Les événements climatiques parfois, mais plus brutalement, détruisent le matériel domestique, dont l'acquisition a augmenté avec l'extension du réseau électrique au-delà de Fort-de-France à partir de 1962 (Pelis 2005). Si l'électricité apparaît en 1897 à la Martinique, les quelques dizaines de kilomètres de réseaux d'alors deviennent 500 kilomètres puis 1 400 kilomètres en 1975 à l'arrivée d'EDF. En concomitance, le niveau de vie progresse malgré une forte disparité sociale (Dumont 2010). Les crédits à la consommation permettent des achats plus importants pour équiper les maisons dont la construction, dans les communes éloignées de la capitale, entraîne une reconfiguration spatiale et de nouveaux besoins. En 1971, le parc automobile quadruple ainsi par rapport à 1962. Les objets ménagers ne s'inscrivent plus dans la démonstration



1. Photographie prise le 9 février 2019 à partir de la « dent creuse » décrite dans l'article

Le quartier de Pontaléry dans la commune du Robert est en fond de baie (en arrière-plan le clocher de l'église du bourg du Robert). Les sargasses y stagnent souvent plus de 48 heures, d'où cet amalgame de terre et de vase fossilisé en mottes. Ce quartier populaire a été construit sur la « zone des 50 pas géométriques » et est fortement urbanisé, ce qui pose avec plus de force les problèmes sanitaires. Le ponton sert de moins en moins, les activités nautiques dans ce secteur étant de plus en plus freinées.



2. Photographie prise le 9 février 2019. Quartier Pontaléry, commune du Robert

Nous sommes toujours dans ce terre-plein décrit dans l'article, jonché de réfrigérateurs rouillés et d'autres appareils électroménagers, zone d'entassement de sargasses.

d'une opulence et d'une modernité, mais d'une normalité revendiquée. Or, ces objets rendent désormais aussi visible la dégradation de la qualité de vie des habitants de la côte atlantique.

En 2015, une poignée d'habitants d'un quartier du Robert a ainsi constitué le collectif « Les désespérés de Pontaléry ». Celui-ci a organisé un barrage filtrant constitué de déchets électroménagers à l'occasion de la visite présidentielle aux Antilles françaises de septembre 2018. Ce jour-là, ces objets corrodés assurant un confort indispensable ont été brandis tout autant comme extensions d'un foyer, que comme miroirs symboliques des corps souffrants. Ils étaient donc affichés en [ou ils avaient le statut de] révélateurs de symptômes et emblèmes de contaminations. Plus généralement ces objets signifiaient par leur panne un dysfonctionnement dépassant le seul problème technique. Face aux sargasses et à la représentation des populations d'un décalage des institutions gérant le problème, les riverains sont à la fois victimes et dénonciateurs. Las, personne ne les a entendus. Désabusés, ce sont eux qui reçoivent les enquêteurs d'Eco3Sar en février 2019.

Le quartier de Pontaléry est situé au fond de la baie du Robert⁶ en pleine zone des « 50 pas géométriques »⁷. Pour aller chez M^{me} B., nous passons près du collège Robert 3, qui a dû fermer en 2018, au moment des examens du brevet, à cause des problèmes de santé provoqués par des émanations d'hydrogène sulfuré. Dans ce tissu urbain resserré, composé de maisons basses relativement modestes inspirées de l'architecture moderniste en béton, la mairie a réalisé une dent creuse, espace libéré dans l'alignement de bâtiments en bord de mer, grâce au rachat et à la démolition de la maison d'un couple âgé récemment décédé. Ce terrain permet, d'une part l'accès au rivage d'une pelle mécanique qui récolte les sargasses accumulées et d'autre part, leur entrepôt temporaire. Depuis ce terre-plein où traînent encore ferraille de béton armé, pans de murs en partie écroulés, quelques frigos et congélateurs abandonnés, nos interlocutrices nous montrent le barrage anti-sargasses, acheté et installé par la mairie du Robert, ce long filet partant du débarcadère des yoles rondes, ces voiliers traditionnels de pêche, et s'étendant jusqu'à la moitié de la baie. Pour ces riveraines, il faudrait « reculer la mer », et donc remblayer. Car, ironie du sort, le barrage lui aussi « tombe en panne » ; ses mailles n'étant pas suffisamment solides pour résister au courant et à la pression des sargasses. Devant ce paysage dévasté par les sargasses, notre entretien⁸ commence par l'évocation d'un proche passé idyllique, où le rivage était espace de liberté et de socialisation. Aujourd'hui, il est difficile d'imaginer qu'en baie du Robert s'était développé un tourisme nautique grâce à ses îlets et à ses courses de yoles rondes. Il a suffi de deux à trois années d'échouages massifs pour que le paradis aquatique se transforme en enfer aux émanations nocives et que les sargasses fossilisées asphyxient la mer, ses contemplateurs et usagers. Nos interlocutrices s'affichent en résistantes. Elles n'ont pas déserté leur maison, la plupart du temps héritée de leurs parents. Elles agissent dans des groupes pour une reconnaissance du problème, même si elles se disent « laissées-pour-compte », abandonnées par les pouvoirs publics comme par une partie du voisinage qui a préféré déménager et revendre les maisons en dessous de leur valeur.

Sur la terrasse véranda de sa maison, en bordure de la route communale, M^{me} B. évoque indignée l'action corrosive des sargasses sur les pièces de monnaie, prenant appui sur une pièce de 50 centimes noircie pour établir la preuve :

« Quand j'ai de la monnaie je vais vite [la] changer. Après quand on va faire des courses, les gens ne les prennent pas. Alors quand on a de la monnaie il faut faire vite pour [la] remplacer par des billets. »

Les sargasses s'immiscent ainsi jusque dans les échanges commerciaux concrets dont les pratiques évoluent : les billets de banque s'abîment moins que la monnaie ou les cartes bancaires qui sont corrodées et démagnétisées en l'espace d'un an. Certes, les conditions climatiques tropicales sont telles que les objets sont d'emblée en situation de fragilité. Ils moisissent avec l'humidité et la salinité, et doivent être « tropicalisés » pour résister. Les circuits électroniques sont par exemple enduits d'un revêtement de protection tels des vernis. Les sargasses semblent pourtant avoir des effets plus puissants que ceux d'un climat tropical :

« Vous allez faire la photo pour voir comment le truc a changé. Ils ont déjà changé pour moi chez Hyundai parce que c'était sous garantie, et c'est redevenu pareil parce que c'est dans les sargasses. Il faut voir comment les choses se détériorent ici. Ça joue beaucoup sur le système électronique des voitures. Parce que quand je roule, par exemple je suis en feu de route, je mets mon clignotant, ben tout commence à clignoter sur le tableau de bord et les lumières s'éteignent, ça se rallume, etc. J'ai ramené chez Hyundai, ils ont changé le comodo [interrupteur multifonctions], et après trois ans avec l'arrivée des sargasses en grande quantité ça a recommencé et là, ils m'ont dit que tout est noir, alors ils n'ont pas pris en compte⁹. » (Entretien avec M^{me} S.)



3. Ce capteur fixe posé par Madinainar et l'ARS, avec l'aide de l'Ademe, fait partie du réseau de capteurs fixes et mobiles implanté depuis 2015 pour mesurer au plus près des résidences les taux d'hydrogène sulfuré et d'ammoniac.

Dans le jardin de M^{me} J., le capteur est posé devant la maison près de la piscine.

Ces défaillances entraînent des stratégies d'adaptation jusque dans les habitudes et pratiques de consommation courante : les achats se réalisent de préférence sur le marché de l'occasion, avec un investissement financier minime et une valeur affective moindre portée aux objets. Elles inaugurent aussi de nouveaux champs de pratiques : réparation d'une part, traitement des déchets sur des territoires insulaires d'autre part. Un marché s'ouvre pour les artisans réparateurs, dont les compétences adaptatives deviennent bien connues des riverains. Se développent des sociétés offrant des produits de prévention contre les sargasses, notamment pour les climatiseurs.

La technique au service de la prévention du danger

De quelles manières se protéger des émanations de gaz ? Les récits de la mise en danger et de la protection accordent une grande part au lexique olfactif. Le site de l'Union régionale des médecins libéraux de Martinique¹⁰ met par exemple en garde contre l'hydrogène sulfuré en ces termes :

« Son odeur caractéristique d'œuf pourri est perçue à des niveaux très bas, environ 0,02 à 0,03 ppm (parties par million). [...] Le meilleur des capteurs est le nez humain, car il est bien plus sensible que les capteurs portatifs (seuil à 1 ppm, lorsque l'odorat perçoit entre 0,2 et 0,3 ppm). »

Sentir le danger ressort ainsi de l'appréciation individuelle et de l'expérience sensible. Même si le « meilleur des capteurs est le nez humain », la mesure d'H₂S par des appareils reste primordiale pour les riverains. Elle permet d'une part de concrétiser un ressenti volatil et, d'autre part, de s'approprier des savoirs. Mesurer le danger, constater que les appareils « donnent des chiffres », permet aux riverains de reprendre le contrôle sur leur monde et de parler un langage commun avec l'administration. Depuis 2016, l'Agence régionale de santé (ARS) a régulièrement installé des capteurs à proximité des habitations à des points considérés comme stratégiques de la côte atlantique martiniquaise (on comptait 15 capteurs en 2018 et 8 supplémentaires en 2019). Les données enregistrées sont quantifiées en parties par million et peuvent être consultées sur le site de Madinainair¹¹. Elles permettent d'identifier les dépassements des seuils d'avertissements et d'intervention entraînant l'enlèvement immédiat des sargasses et/ou la restriction de l'accès au site contaminé aux seuls professionnels équipés. Le territoire n'étant pas entièrement surveillé, tant s'en faut, des habitants sont parfois équipés d'un système manuel qu'ils achètent pour ajouter leurs données à celles de l'État et participer à la publicisation du problème (Cefai 1996). À Pontaléry, M^{me} S., « à force de protestations » nous dit-elle, a gagné le droit à l'installation d'un capteur sur sa terrasse. Elle raconte sa conversation avec l'agent de l'ARS : « ils avaient posé le capteur au coin : ça me donnait tout le temps zéro. Je l'ai déplacé, je l'ai mis ici [sous sa fenêtre, toujours sous sa terrasse]. Ici, ça commence à donner des chiffres ».

« Donner des chiffres » permet d'observer une mesure objective. « Prendre l'odeur », c'est-à-dire la ressentir avec plus ou moins d'intensité, établit une mesure plus subjective, ainsi qu'une hiérarchie dans l'échelle d'implication physique des riverains. « Comme ils ne prennent pas l'odeur, ça n'a pas d'impact sur eux », présume M^{me} S. au sujet des agents des collectivités territoriales en charge du périmètre littoral. Admettre la présence gênante, parfois asphyxiante, de la mauvaise odeur, serait pour M^{me} S. un gage d'actions plus importantes. Pour reconnaître les signes du dysfonctionnement, il est nécessaire de passer non seulement par les sens, mais également d'adopter un nouveau vocabulaire, de s'approprier les données des relevés de ppm jusque-là abstraites pour la plupart des habitants, de s'initier aux chiffres ou codes couleurs, du vert au rouge, correspondant aux seuils d'alerte d'H₂S et de NH₃. La fille de M^{me} B., infirmière, nous montre sur son téléphone portable le site de Madininair, qu'elle consulte chaque jour, habituée désormais à traduire les couleurs en nocivité plus ou moins importante pour elle et sa famille. Une rupture dans la transmission de l'information reste par contre suspecte ou tout au moins inquiétante. D'autres riverains font le choix de contourner ces possibles pannes de capteurs électroniques, ou pannes de transmission, en inventant leur propre baromètre. Grâce à leur expérience pratique du terrain, ils établissent une métrologie profane. Ainsi, M^{me} H., habitante de Pointe Hyacinthe au Robert, porte en permanence, par souci d'élégance, un bracelet en argent qui lui donne désormais la mesure de la pollution grâce à la variation de sa teinte : celle-ci passe de l'argenté au marron selon l'épaisseur des sargasses échouées devant sa maison et revient presque systématiquement à son état originel une fois la crise passée. Si tel n'est pas le cas, elle nettoie son bracelet au bicarbonate de soude.

D'un capteur hésitant à un capteur en panne

Partons un peu plus au sud, toujours sur la côte atlantique. Le quartier Frégate Est, excentré de sa commune de rattachement Le François, offre ses recoins, ses pontons et ses maisons plus cossues, mais tout aussi soumises à la présence délétère des sargasses. Des maisons en bois de style créole surplombent les jardins pourvus de piscines. Les propriétés dévalent en pente douce jusqu'à des remises à bateaux et jusqu'à la mer, ou plutôt jusqu'aux épaisseurs de sargasses qui stagnent depuis plusieurs jours. Tout comme à Pontaléry, le quartier s'est collectivement mobilisé après des mois d'envois insistants de courriers prévenant les autorités du mal-être quotidien. Prenant résolument en main leur problème, un collectif informel de voisinage composé d'une vingtaine de personnes s'est cotisé pour l'achat, l'installation et la manutention d'un barrage confectionné par un pêcheur voisin.

Le jour de notre entretien avec M^{me} J., l'odeur d'œuf pourri y est difficilement soutenable. Elle proviendrait des travaux d'enrochement réalisés récemment qui, en crevant des poches de gaz, auraient entraîné une forte hausse du taux d'H₂S jusqu'à 8 ppm. Je ne suis pas la seule non riveraine à solliciter les habitants. Une journaliste de Radio Caraïbes International (RCI)

alertée par le pic de toxicité, interviewe *in situ* deux riveraines. Je les entendrai à l'édition de 13 heures s'exprimer. L'une à propos des caractéristiques des odeurs : « il y a tous les genres d'odeur : ça passe de la boule puante au pipi de rat, au cadavre, c'est pas que j'ai l'habitude de sentir des cadavres, mais il y a tout un panel d'odeurs qui change au fil des jours ». L'autre sur les moyens d'éviter ces odeurs : « on se barricade dans la maison, foulard sur le nez avec de l'eau de Cologne, l'oreiller sur la tête en espérant se réveiller le lendemain. » Outre la journaliste, des agents de l'ARS circulent dans le quartier pour inciter les habitants à quitter les lieux. « Mais pour aller où ? », leur demandent ces derniers¹².

Nous réalisons l'entretien avec M^{me}J. sous sa varangue. Cette véranda nous assure une position intermédiaire entre la maison protégée en partie de l'odeur par la fermeture des persiennes et le jardin où la ventilation naturelle en atténue l'intensité. Par contre, lorsque nous descendrons observer les enrochements, nous ressentirons immédiatement des maux physiques, nausées et céphalées. Pourtant, le capteur posé dans son jardin, en contrebas de sa maison, affiche 0. Certes, les capteurs tombent en panne, parfois de manière irrémédiable. À Frégate, ils doivent être changés tous les six mois, nous dit M^{me}J. Mais cette dernière ne croit pas à l'argument de la panne aujourd'hui : « [le capteur] transmet les données à Madininair, mais ils ont fait de façon à ce que ça ne s'affiche plus à notre niveau depuis 2 jours ». Son voisin lui a soufflé que l'absence d'affichage des données était voulue pour ne pas alimenter la psychose. Cependant, M^{me}J. revendique son droit à connaître les données au fil de l'eau. Cette connaissance au quotidien lui permet de moduler ses stratégies de défense, voire de survie matérielle et corporelle. Contre l'intrusion des gaz, elle pratique des expériences, bricolées au jour le jour à la suite du glanage d'informations auprès du voisinage ou sur les réseaux sociaux. Puisqu'il serait difficilement supportable, physiquement et psychologiquement, de porter dans sa propre maison les mêmes types de masques que les ramasseurs de sargasses, M^{me}J., à l'instar d'autres habitants du François et du Robert notamment, se calfeutre au moins dans sa chambre, pièce la plus protégée de la maison, celle où l'on baisse la garde pendant le sommeil. Pour que l'air vicié ne puisse s'y introduire, tous les joints des fenêtres sont soigneusement bouchés avec du linge ou grâce à une autre astuce et la climatisation joue son rôle de filtre. Pour ce qui est de la protection des biens matériels par contre, les recommandations des services publics sont considérées comme insuffisantes. Seules des entreprises privées proposent des systèmes, onéreux et parfois opportunistes. Démunis par le manque d'informations, les riverains utilisent les mêmes procédés que pour protéger leur santé dans la maison, à savoir l'isolation la plus complète possible. M^{me}J. pourtant préfère aérer, « mais à cause de l'électroménager, on a peur de faire rentrer trop de gaz ». D'ailleurs, le troisième téléviseur acheté en deux ans –le précédent a été oublié entre la haie et les poubelles– bénéficie d'une double protection : armoire en chêne et étui de protection. Quant à la fille de M^{me}J., elle « n'ouvre plus sa chambre, elle met la clim. Son ordinateur¹³... elle a tellement peur [qu'il ne s'abîme], qu'elle vit enfermée dans sa chambre ».

Ainsi se pose la question de la mécanique de la contamination des objets. La circulation des gaz dans le matériel reste pour certains interlocuteurs un mystère puisque les appareils sont protégés par une coque. Que dire alors de la circulation dans le corps ? En 2018, l'Union régionale des médecins a mené une enquête participative¹⁴ sur l'impact des sargasses sur la santé et

le service de toxicologie du centre hospitalier universitaire de Martinique (CHUM) a ouvert une consultation spécialisée hebdomadaire¹⁵. Si les effets de l'hydrogène sulfuré sont documentés, notamment sur les travailleurs des raffineries ou les égoutiers (Ferreira 2010)¹⁶ soumis à de fortes concentrations, aucune étude ne montre pour l'instant ceux d'une exposition quotidienne et prolongée, ni ceux d'une inhalation de la combinaison de gaz (Resiere 2018). Cette absence de données et d'informations alimente le doute exprimé dans les discours communs : « quand on voit comment le matériel se détériore, c'est qu'il y a bien quelque chose qui se passe ».

Revenons à Pontaléry, où ce qui ressemble à une rumeur est raconté avec un air mi-moqueur, mi-crédule par nos interlocutrices :

« Je ne sais pas ce qu'il se passe à l'intérieur. Vous voyez la pièce ! [la pièce de 50 centimes corrodée placée au centre de la table autour de laquelle nous menons l'entretien]

— Y'a des gens qui font peur. On a repéré des gens dont l'intérieur était noir [elles rient]. Je ne sais pas si c'est vrai. Peut-être c'est vrai.

— C'est arrivé en France, quelqu'un qui s'est fait opérer, c'était noir. [elle fait le geste d'écarter le thorax]

— Mais une fois qu'on nettoie, ça part. Parce que là, on brosse ça part, avec du Cif, du savon.

— Ou bien trempé dans le vinaigre.



4. Photographie prise le 2 février à Frégate Est

L'interlocutrice, M^{me}J., me fait visiter sa maison, pour me montrer les dégâts et les différentes stratégies de défense mises en place contre l'agression des gaz sur les objets.

L'armoire-bibliothèque en bois n'est pas jugée suffisante pour protéger le téléviseur nouvellement acquis après la panne des précédents en quelques mois. L'interlocutrice ouvre les battants de l'armoire afin que je puisse constater la protection que pourrait constituer aussi cette enveloppe de transport. L'interlocutrice m'a également montré avec un chiffon comment elle nettoiyait régulièrement les ferronneries (visibles sur la photographie) noircies par les gaz.

- Mais à l'intérieur qu'est-ce qu'on peut faire pour nettoyer? [elles rient]
- Quand même y'a une circulation. C'est complexe. [explique l'une]
- Mais quand même ça veut dire y'a une défense. On a un système de défense. Le travail se fait. Le corps réagit parce que vivre dans l'odeur comme ça tout le temps... [renchérit l'autre]
- Des fois tu t'enfermes dans la maison. » [conclut une troisième]

Cette histoire est symptomatique du malaise ressenti. Garder des traces de ces observations, de l'évolution des signes extérieurs, devient chez les interlocuteurs un moyen irréfutable d'amasser des preuves des nuisances, qu'elles soient pièce de monnaie corrodée ou bracelet baromètre. Pour cela, les interlocutrices m'avaient demandé de prendre des photographies, ce qu'elles font ordinairement pour documenter le phénomène et garder une preuve. Or, pour la dégradation du corps, il est plus compliqué d'établir cette preuve pour plusieurs raisons invoquées par les interlocuteurs : les symptômes s'estompent, le malade n'est pas toujours disponible et disposé à les faire constater par le médecin. De plus, la consultation spécialisée au CHUM n'a lieu qu'un jour par semaine et la réception se fait grâce à la lettre d'un médecin traitant.

Les signes visibles de la dégradation de l'environnement et des objets familiers ont un effet délétère sur l'état psychologique des habitants victimes des échouages de sargasses. La lutte semble perdue d'avance dans l'espace public comme dans l'espace du foyer. Les polluants émis par la décomposition des sargasses passent les frontières de ces espaces sans que rien *a priori* ne puisse les arrêter. M^{me} S. nous indique sur le plafond lambrissé de sa terrasse la trace d'un nettoyage récent inachevé. Le lambris est recouvert aux angles de myriades de taches noires mouchetées :

« Regardez mon plafond, je n'ai plus le goût de nettoyer la maison, je n'ai plus le goût de faire de l'entretien, parce que tout s'abîme. [...] j'ai baissé les bras. Franchement, j'ai commencé à nettoyer, vous voyez la trace mais je n'en peux plus, j'ai baissé les bras. »

Le même sentiment se lit à Frégate. Sur une desserte, des bibelots sont disposés, les uns noircis : « c'était des souvenirs de famille, j'y tenais moi, j'astiquais, et puis maintenant je n'astique plus rien, ça ne sert à rien ».

Cet article entendait présenter les pannes matérielles comme l'expression d'un dysfonctionnement des artefacts permettant de traduire les carences du corps social et les symptômes du corps individuel face à une nature rendue elle-même dysfonctionnelle. Des stratégies de prévention de la panne matérielle à celles déployées pour protéger sa santé, ces défaillances techniques sont publicisées, instrumentalisées, pour incarner les signes d'un trouble de la nature et de la société, d'autant plus qu'en milieu insulaire on constate une carence nette de solutions de réparations matérielles *in situ*. Les épisodes de crises environnementales agissent comme révélateurs des modes relationnels entre collectifs. Si les sargasses sont un facteur de socialisation, si les groupes de défense deviennent des agoras où s'épauler entre voisins, les dysfonctionnements érigés en preuves de cette situation ne permettent pour l'instant de réparer ni les objets ni les vivants.



Notes

1. ATV Martinique, diffusion le 24 septembre 2014.
2. Le ramassage dans les 48 heures fait partie des préconisations des institutions pour éviter le pourrissement et la formation de gaz.
3. Depuis 2016, la Martinique est une collectivité territoriale, ce qui lui donne une relative autonomie de moyens et de compétences à 7 000 km de Paris.
4. Mes recherches sur le terrain ont commencé en février 2018, dans le cadre d'Eco3Sar piloté par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et financé par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), dont l'objectif est l'étude de l'éco-toxicologie, l'écologie et l'économie des sargasses, et plus particulièrement la faisabilité d'une valorisation des sargasses en amendement. Mes recherches prennent aussi leur source dans la participation au groupe « sargasses » du centre hospitalo-universitaire de la Martinique et au Réseau d'expertise scientifique et technique sur les Espèces exotiques envahissantes (REST-EEE).
5. Le chlordécone est un pesticide très toxique classé « cancérigène possible » dès 1979 par l'Organisation mondiale de la santé, mais utilisé par dérogation dans les Antilles françaises jusqu'en 1993. Les Antilles françaises affichent le plus grand nombre de cancers de la prostate au monde et un taux deux fois plus élevé que dans l'Hexagone. Le chlordécone est également responsable de pollution durable des sols, donc des légumes racines, et des zones de pêche côtière. Les lahars sont des détachements de roches des contreforts de la montagne Pelée, survenus à partir de 1997. Le phénomène est toujours d'actualité en 2019. Les roches dévalent en coulées de boue dans le lit de la rivière de la commune du Prêcheur, entraînant l'évacuation régulière de la population.
6. Le Robert, commune nommée Cul-de-sac en 1694, est la troisième ville de Martinique en termes de population. Elle comptait 23 139 habitants en 2015.
7. Les « 50 pas géométriques » constituent la bordure de mer régie par le code du domaine public maritime. Elle fut occupée et construite de façon illégale, à l'exception de la période entre 1955 et 1986 pendant laquelle elle fut régie par le droit privé.
8. Le corpus cité dans cet article a été constitué début 2019. Il est composé de dix femmes de Pontaléry et de Pointe Hyacinthe (commune du Robert) rencontrées à deux reprises, et de six femmes de la commune du François.
9. Il n'existe pas pour l'instant de clauses « sargasses » chez les assureurs, qui ne considèrent pas non plus le problème comme une catastrophe naturelle puisqu'il est récurrent : « Pour les particuliers (comme d'ailleurs pour les entreprises), les dommages aux biens résultant de l'oxydation des différents métaux ne seront indemnisés qu'à la condition de pouvoir établir que les sargasses en sont « la cause déterminante », ce qui, naturellement, comme tout dommage assurantiel, sera soumis à dire d'expert... » (Florenne 2016). [les points de suspension sont d'origine]
10. www.urml-m.org/en-action/sante-environnementale/sargasses/.
11. Association agréée par l'État pour la qualité de l'air qui affiche sur son site la « surveillance continue du sulfure d'hydrogène et de l'ammoniac » par des points journaliers : www.madininair.fr.
12. Il est vrai que le départ est la solution préventive. Le Haut Conseil de la santé publique (HSCP) ainsi que l'ARS donnent des recommandations pour la prévention et la protection des personnes contre les émanations de sulfure d'hydrogène et de l'ammoniac. Pour des « valeurs supérieures à 5 ppm pour le sulfure d'hydrogène et supérieures à 8,3 ppm pour l'ammoniac : l'accès doit être réservé aux professionnels équipés de moyens de mesure individuels avec alarmes ; mesures d'hydrogène sulfuré au niveau des habitations riveraines » (HSCP 2018). D'ailleurs, en juin 2018, au moment où les crises qui ont coïncidé avec la période de préparation du baccalauréat de sa fille étaient trop asphyxiantes, M^{me} J. avait déménagé momentanément avec sa famille vers Fort-de-France.
13. La dégradation a déjà touché l'ordinateur de sa sœur qui, au retour de ses vacances à Frégate, a dû le faire réparer : au service après-vente, « ils ont dit qu'ils n'ont jamais vu ça, tous les éléments ont été oxydés à l'intérieur ».
14. Résultats de l'enquête rendus public le 28 novembre 2018. En page d'accueil du site : Étude prospective sur les signes cliniques de l'intoxication chronique

aux sargasses en Martinique : www.urml-m.org/ (consulté le 02/12/2018).

15. Sur les 160 patients venus en consultation de toxicologie clinique depuis mars 2018, les principaux symptômes sont les suivants : céphalées (76 %), troubles digestifs (79 %), vertiges (54 %), toux, rhinorrhées (44 %).

L'auteure

Florence Ménez est chercheuse associée au Laboratoire caribéen des Sciences sociales (LC2S-UMR 8053, université des Antilles) et membre du réseau d'expertise scientifique et technique Espèces exotiques envahissantes (REST EEE, UICN et Agence française pour la biodiversité). À partir d'enquêtes ethnographiques à Venise, dans le delta du Pô, en Bretagne et aux Antilles françaises, elle s'intéresse aux dynamiques des relations interspécifiques qui accompagnent les perturbations brutales de l'environnement, notamment lors de proliférations d'algues, de mollusques ainsi que lors de marées noires.

Iconographie

Image d'ouverture. Échouages de sargasses au Vauclin, commune de la côte atlantique, Martinique, 5 janvier 2019 © Florence Ménez. Dès le début de la nouvelle année, les sargasses sont revenues en masse à la Pointe Faula mais également au bourg de la commune du Vauclin, sur la côte atlantique, au sud-est de la Martinique. Le Vauclin, qui compte 9 000 habitants, vit essentiellement de pêche et de tourisme. Très ventée, la Pointe Faula est connue pour ses différentes attractions nautiques – présence de l'Union nationale des centres sportifs de plein

16. À propos des circulations de gaz dans le corps, Ferreira (2010) écrit : « Les égoutiers sont d'autant plus anxieux qu'ils ont le sentiment que la dangerosité de cet environnement insalubre pourrait être encore plus importante que ce qui leur est dit. À la peur liée au danger objectif s'adjoint donc une anxiété supplémentaire : celle de ne pas savoir précisément ce qui se passe dans leur corps à bas bruit. »

air (UCPA) et notamment pour son spot de kitesurf. Les sargasses en cette fin de vacances de Noël n'ont d'ailleurs pas empêché les kitesurfeurs de tenter des sorties. La plage de la Pointe Faula accueille également régulièrement des concerts de jazz, des expositions d'artisans et est bordée de petites boutiques de restauration. La plage est régulièrement nettoyée et ne peut donc être un indicateur de la modification des activités à cause des sargasses.

1 & 2. 9 février 2019 © Florence Ménez.

3 & 4. 2 février 2019 © Florence Ménez.

Références

- Barbault, R. & M. Atramentowicz dir. 2010 *Les invasions biologiques, une question de nature et de sociétés*. Versailles : Éditions Quæ « Synthèses ».
- Beisel, J.-N. & C. Lévêque 2010 *Introductions d'espèces dans les milieux aquatiques : faut-il avoir peur des invasions biologiques ?* Versailles : Éditions Quæ « Synthèses ».
- Benoist, J. 1993 *Anthropologie médicale en société créole*. Paris : Presses universitaires de France « Les champs de la santé ».
- Brun, A. & J.-P. Haghe 2016 « Les médias, les algues vertes et le modèle agricole breton », *L'espace géographique* 45(2) : 142-156. doi : 10.3917/eg.452.0142.
- Cefaï, D. 1996 « La construction des problèmes publics : définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux* 75 : 43-66.
- Claeys, C. & O. Sirost 2010 « Proliférantes natures », *Études rurales* 185 : 9-22. [En ligne] : journals.openedition.org/etudesrurales/9015. doi : 10.4000/etudesrurales.9015.
- Dalla Bernardina S. 2000 « "Algues tueuses" et autres fléaux. Pour une anthropologie de l'imaginaire écologique en milieu marin : le cas de *Caulerpa taxifolia* », *La Ricerca folklorica* 42 : 43-55. doi : 10.2307/1479976.
- Dumont, J. 2010 *Lamère patrie : histoire des Antilles françaises au xx^e siècle*. Paris : Fayard.
- Ferreira, A. 2010 « Travailler dans les égouts de Paris : de la peur de la contamination à la confrérie secrète », *Travailler* 24/2 : 55-71. doi : 10.3917/trav.024.0055.
- Florenne, T. et al. 2016 *Le phénomène d'échouage des Sargasses dans les Antilles et en Guyane*. Rapport interministériel.

- Ghadiryfar, M. *et al.* 2016 « A review of macroalgae production, with potential applications in biofuels and bioenergy », *Renewable and Sustainable Energy Reviews* 54: 473-481. doi: 10.1016/j.rser.2015.10.022.
- Graham, S. & N. Thrift 2007 « Out of order: understanding repair and maintenance », *Theory, culture and society* 24 (3): 1-25. doi: 10.1177/0263276407075954.
- HCSP 2018 *Avis du 8 juin 2018 relatif à la définition de mesures de gestion concernant l'exposition des populations antillaises à de l'ammoniac (NH3) et du sulfure d'hydrogène (H2S) issus de la décomposition d'algues Sargasses*. Haut conseil de la santé publique.
- Houdart, S. & O. Thiery dir. 2011 *Humains, non-humains: comment repeupler les sciences sociales*. Paris: La Découverte « Sciences humaines ».
- Latour, B. 1991 *Nous n'avons jamais été modernes: essai d'anthropologie symétrique*. Paris: La Découverte.
- Le Chêne, M. 2012 « Algues vertes, terrain glissant », *Ethnologie française* 42: 657-665. [En ligne]: revue-ethnologie-francaise-2012-4-page-657.html. doi: 10.3917/ethn.124.0657.
- Levain, A. 2017 « Hūtai, une sortie de l'insignifiance: l'apparition des marées vertes en baie de Qingdao », *Techniques & culture* 68: 66-83. [En ligne]: journals.openedition.org/tc/8565. doi: 10.4000/tc.8565
- Ménez, F. 2000 « La disparition des algues dans la lagune de Venise. Récit mythique et histoire (presque) vraie », *La Ricerca Folklorica* 42: 33-41. [En ligne]: jstor.org/stable/1479975. doi: 10.2307/1479975.
- Ministère de l'intérieur *et al.* Octobre 2018. *Plan national de prévention et de lutte contre les sargasses*.
- Pelis, Y. 2005 *Les nouveaux défis de l'énergie à la Martinique*. Paris: Publibook « Sciences humaines et sociales; géographie ».
- Putman, N.F. *et al.* 2018 « Simulating transport pathways of pelagic Sargassum from the Equatorial Atlantic into the Caribbean Sea », *Progress in Oceanography* 165: 205-214. doi: 10.1016/j.pocean.2018.06.009.
- Resiere, D. *et al.* 2018 « Sargassum seaweed on Caribbean islands: an international public health concern », *The Lancet* 392/10165/P2691, Dec 22 2018. [En ligne]: thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)32777-6/fulltext. doi: 10.1016/S0140-6736(18)32777-6.
- Théophile, D. dir. 2019 *La lutte contre les sargasses dans la grande Caraïbe: stratégies de prévention et de coopération régionale*. Ministère de la transition écologique et solidaire, Ministère des outre-mer.
- Wang, M. *et al.* 2019 « The great Atlantic Sargassum belt », *Science* 365(6448): 83-87, Jul. 2019. doi: 10.1126/science.aaw7912.

Pour citer l'article

Ménez, F. 2019 « "La télé est morte." Algues brunes, corrosion, contagion aux Antilles », *Techniques&Culture* 72 « En cas de panne », p. 184-199.